

Un arrêté ministériel du 30 août 1993 accorde à la Société « Cooparch-R.U. » S.C.R.L., représentée par M. Jean de Salle, l'agrément en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration de P.P.A.S. et ce pour une durée de cinq ans.

**Bureaux de placement payants
Retrait de la licence d'exploitation**

Par arrêté ministériel du 6 octobre 1993 la licence d'exploitation d'un bureau de placement payant accordée à M. Roland Kluger par arrêté ministériel du 6 octobre 1993 a été retirée.

Ce retrait est valable à partir du 6 octobre 1993.

Bij ministerieel besluit van 30 augustus 1993 werd de C.V.B.A. « Cooparch-R.U. », vertegenwoordigd door de heer Jean de Salle, erkend als ontwerper van bijzondere bestemmingsplannen, dit voor vijf jaar.

**Bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling
Intrekking van de vergunning tot exploitatie**

Bij ministerieel besluit van 6 oktober 1993 de vergunning tot exploitatie van een bureau voor arbeidsbemiddeling tegen betaling voor schouwspelartiesten, toegekend aan de heer Roland Kluger bij ministerieel besluit van 6 oktober 1993 wordt ingetrokken.

Deze intrekking is geldig met ingang van 6 oktober 1993.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Publication d'une place vacante :

— juge consulaire au tribunal du commerce de Namur : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van een openstaande plaats :

— rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Namen : 1.

De candidatures voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

20 OCTOBRE 1993. — Circulaire POL 46 relative à l'arrêté royal du 17 septembre 1993 relatif à la récupération, par des communes, de certains frais supportés lors du recrutement et de la formation d'aspirants agents de police ou d'aspirants gardes champêtres

A Messieurs les Gouverneurs de province;

Pour information :

A Messieurs les Commissaires d'Arrondissements;

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,

Monsieur le Gouverneur,

Pour ce qui est de l'arrêté royal susmentionné, il me semble utile de fournir un certain nombre de précisions en ce qui concerne l'application de cet arrêté, et notamment de spécifier la manière dont le calcul du montant récupérable doit se faire.

En tout état de cause, il est nécessaire qu'il soit bien clair que seuls des frais relatifs au recrutement, à la formation, au premier équipement et à la charge salariale comptée pour la durée de cette période de formation entrent en ligne de compte pour autant que le débours de ceux-ci puisse effectivement être établi et qu'il n'ait pas été récupéré d'une autre manière.

A. En ce qui concerne la charge salariale récupérable visée à l'article 2 de l'arrêté royal, il y a lieu de tenir compte, lors du calcul, du fait que :

1° celle-ci ne peut concerner que la période pendant laquelle l'intéressé avait la qualité d'aspirant agent de police ou d'aspirant garde champêtre; comme mentionné à l'article 2, 3e alinéa, 1° de l'arrêté, ne peuvent être remboursées les charges salariales payées pour une éventuelle période de service comprise entre la fin de la formation et la nomination au stage, par exemple en cas d'examens de repêchage;

2° le montant de cette charge salariale doit toujours être diminué du montant des subsides déterminés pour cette période, en application de l'article 4, 1°, de l'arrêté royal du 5 septembre 1991 relatif aux subventions octroyées à certaines communes à titre d'intervention dans le traitement des aspirants agents de police et des autres membres de la police communale qui prennent part à des formations professionnelles légalement obligatoires, assimilées à des périodes d'activités de service, et ce même si la commune n'a pas perçu ces subsides. Ce dernier cas ne serait en effet dû qu'à une négligence de la part de la commune.

B. Les frais relatifs aux cours de formation pour aspirants agents de police et aspirants gardes champêtres, sont les montants versés au centre de formation et d'entraînement pour agents de police et gardes champêtres y afférent.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN**

20 OKTOBER 1993. — Omzendbrief POL 46 betreffende het koninklijk besluit van 17 september 1993 betreffende de terugvordering door de gemeenten van sommige kosten gedragen voor de aanwerving en opleiding van aspirant-politieagenten en aspirant-veldwachters

Aan de heren Provinciegouverneurs;

Ter Informatie :

Aan de heren Arrondissementscommissarissen;

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen,

Mijnheer de Gouverneur,

Met betrekking tot het voormeld koninklijk besluit acht ik het raadzaam om een aantal toelichtingen te verstrekken inzake de toepassing van dit besluit, met name om nader te specificeren hoe de berekening van het terugvorderbare bedrag dient te gebeuren.

Het moet hoe dan ook duidelijk zijn dat enkel kosten betreffende aanwerving en opleiding, de eerste uitrusting en de loonkost voor deze opleidingsperiode in aanmerking komen, voor zover de betaling ervan daadwerkelijk aantoonbaar is en voor zover zij niet reeds op een andere wijze vergoed werden.

A. Inzake de terugvorderbare loonkost bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit dient er bij de berekening rekening mee te worden gehouden :

1° dat deze enkel betrekking kan hebben op de periode dat de betrokkene de hoedanigheid had van aspirant-politieagent of aspirant-veldwachter; zoals vermeld in artikel 2, 3de lid, 1°, van het besluit, kunnen de loonkosten voor een eventuele dienstperiode tussen het beëindigen van de opleiding en de benoeming tot de stage, bijvoorbeeld omwille van herkansing van de examens, niet teruggevorderd worden;

2° dat het bedrag van deze loonkost steeds moet worden vermindert met het bedrag van de subsidie voor die periode zoals vastgesteld in toepassing van artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 5 september 1991 betreffende de aan bepaalde gemeenten toegekende subsidies als tegemoetkoming in de bezoldiging van de aspirant-politieagenten en andere leden van de gemeentepolitie die deelnemen aan de wettelijk verplicht gestelde beroepsopleidingen die met periodes van actieve dienst worden gelijkgesteld, ook indien de gemeente deze subsidie niet ontvangen heeft. Dit laatste zou immers enkel het gevolg kunnen zijn van nalatigheid vanwege de gemeente.

B. De kosten inzake de opleidingscursussen voor de aspirant-politieagent of aspirant-veldwachter betreffen met name de bedragen betaald aan het desbetreffende opleidings- en trainingscentrum voor politieagenten en veldwachters.

Dans les cas où les communes ne paient pas de droit d'inscription à l'école de police pour les formations, mais où elles contribuent d'une autre manière aux frais de l'école de police, au moyen par exemple d'une contribution annuelle forfaitaire par habitant, les possibilités énoncées ci-dessous peuvent se présenter :

1. La commune qui engage adhère à ce système :

il n'y a aucune raison qu'elle indemnise la « première commune » pour les cours de formation, étant donné que les deux communes contribuent de façon systématique aux frais de formation, et ce indépendamment du nombre de membres du personnel qui suivent une formation.

2. La commune qui engage n'adhère pas à ce système :

cette dernière devra rembourser le montant qu'elle devrait payer au centre d'instruction pour cette formation, à la « première » commune.

C. Le terme « équipement personnel », dont question à l'article 2, 2° de l'arrêté, couvre les pièces de l'équipement qui ne sont pas utilisables par d'autres personnes, comme par exemple l'uniforme. Il va de soi que cet « équipement personnel » devient la propriété de la commune qui a payé le montant maximal de la récupération.

Afin d'éviter tout malentendu, je souhaite encore préciser que rien n'empêche que, sur base de l'article 227bis de la nouvelle loi communale, la procédure de récupération soit également d'application au cas où l'intéressé n'est pas encore nommé en tant qu'agent de police stagiaire ou garde champêtre stagiaire.

Les dispositions de l'article 1er, 1° et 2°, de l'arrêté royal relatif à la récupération par les communes de certains frais supportés lors du recrutement et de la formation d'aspirants agents de police ou d'aspirants gardes champêtres, doivent être interprétés comme étant un délai de prescription durant lequel un remboursement est possible, délai qui commence à courir au jour de la nomination en qualité d'agent de police ou de garde champêtre stagiaire et qui prend fin à l'expiration de la cinquième année.

Un aspirant agent de police ou aspirant garde champêtre qui souhaite se rendre dans un autre corps après sa formation mais avant sa nomination en qualité d'agent de police ou de garde champêtre stagiaire pourra donc faire l'objet de la procédure de remboursement.

Le changement de corps, et en ce cas de commune, durant la formation n'est en principe pas possible.

Un aspirant agent de police ou garde champêtre est en effet envoyé au centre d'instruction agréé en exécution du règlement communal et en application de l'article 9, 3° et 4° de l'arrêté royal du 27 octobre 1988 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination au grade d'agent de police et de garde champêtre. S'il désire changer de commune durant la formation, il doit alors demander sa démission conformément à l'article 11 de l'arrêté royal précité. L'administration communale doit alors inamoviblement retirer l'aspirant de l'école.

La disposition de l'article 3 de l'arrêté tend à permettre aux communes de pouvoir également récupérer les frais en question dans le cas où l'intéressé ne passe pas immédiatement dans un autre corps. En même temps, la commune « qui recrute » ne pourra pas échapper au remboursement de ces frais en postposant l'engagement pendant une certaine période.

Enfin, je tiens à attirer l'attention sur le fait qu'en vertu de l'article 255 de la nouvelle loi communale, les frais requis à récupérer constituent une dépense obligatoire que le receveur communal, qui décide de procéder à la récupération, devra percevoir via la voie judiciaire usuelle.

Je vous saurais gré, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner, au Mémorial administratif, la date à laquelle cette circulaire est parue au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. Tobback.

In de gevallen waarin de gemeenten geen inschrijvingsgeld betalen voor de opleidingen aan de politieschool, doch op een andere manier hun bijdragen leveren in de kosten van de politieschool, bijvoorbeeld d.m.v. een jaarlijks forfaitair bedrag per inwoner, doen zich de volgende mogelijkheden voor :

1. De aanwervende gemeente neemt deel aan dit systeem :

er bestaat geen reden om de « eerste » gemeente te vergoeden voor de opleidingscursussen aangezien beide gemeenten systematisch bijdragen tot de opleidingskosten onafhankelijk van het aantal personeelsleden die een opleiding volgen.

2. De aanwervende gemeente neemt geen deel aan dit systeem :

deze gemeente zal het bedrag dat zij zou moeten betalen aan de opleidingschool voor deze opleiding, moeten terugbetalen aan de « eerste » gemeente.

C. Met de term « persoonlijke uitrusting » waarvan sprake in artikel 2, 2°, van het besluit, worden deze onderdelen van de uitrusting bedoeld die niet bruikbaar zijn door andere personen, zoals bijvoorbeeld het uniform. Het spreekt vanzelf dat deze « persoonlijke uitrusting » het eigendom wordt van de gemeente die het maximale terugvorderingsbedrag heeft betaald.

Voor alle duidelijkheid wens ik nog te vermelden dat niets belet dat de terugvorderingsprocedure op basis van artikel 227bis van de nieuwe gemeentewet ook van toepassing is ingeval de betrokkene nog niet benoemd is tot stagedoende politieagent of veldwachter.

De bepalingen van artikel 1, 1°, en 2° van het koninklijk besluit betreffende de terugvordering door de gemeenten van sommige kosten gedragen voor de aanwerving en opleiding van aspirant-politieagenten en aspirant-veldwachters moeten immers geïnterpreteerd worden als een verjaringstermijn, binnen dewelke een terugvordering mogelijk is en die begint te lopen de dag van de benoeming tot stagedoende politieagent of veldwachter en die eindigt voor het verstrijken van het 5de jaar.

Een aspirant-politieagent of veldwachter die na zijn opleiding, maar vóór zijn benoeming tot stagedoende politieagent of veldwachter van korps wil veranderen zal dus voorwerp kunnen worden van de procedure tot terugvordering.

Het veranderen van korps, c.q. gemeente tijdens de opleiding is in principe niet mogelijk.

Een aspirant-politieagent of veldwachter wordt immers in uitvoering van het gemeentelijk reglement en in toepassing van het artikel 9, 3° en 4° van het koninklijk besluit van 27 oktober 1988 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming in de graad van politieagent en van veldwachter naar het opleidingscentrum afgevaardigd. Wenst hij tijdens de opleiding van gemeente te veranderen, dan moet hij ontslag vragen, overeenkomstig artikel 11 van voornoemd koninklijk besluit. Het gemeentebestuur moet de aspirant dan onvermijdelijk uit de school terugtrekken.

De bepaling van artikel 3 van het besluit strekt ertoe de gemeenten toe te laten de bedoelde kosten ook terug te vorderen indien de betrokkene niet onmiddellijk overstapt naar een ander korps. Tevens zal de « aanwervende » gemeente de terugbetaling van deze kosten niet kunnen omzeilen door de aanwerving gedurende een bepaalde periode uit te stellen.

Ten slotte dien ik er de aandacht op te vestigen dat krachtens artikel 255 van de nieuwe gemeentewet de opgevorderde recupererbare kosten een verplichte uitgave vormen, die de ontvanger van de gemeente die tot terugvordering beslist via de gebruikelijke gerechtelijke weg zal moeten invorderen.

Ik verzoek U, Mijnheer de Gouverneur, in het Bestuursmemoriaal de datum aan te duiden waarop deze omzendbrief bekendgemaakt werd in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. Tobback.

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

[C — 23027]

Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités
Approbation de modifications statutaires

En application de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, le Ministre des Affaires sociales a approuvé :

1° la modification à l'article 42 des statuts de la mutualité « Kristelijk Ziekenfonds — Sint-Pietersbond » (108), établie à Louvain, ainsi que les modifications aux taux des cotisations perçues pour les

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

[C — 23027]

Maatschappijen van onderlinge bijstand
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen
Goedkeuring van statutenwijzigingen

In toepassing van artikel 11, § 1, lid 1, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Minister van Sociale Zaken goedgekeurd :

1° de wijziging aan artikel 42 van de statuten van het ziekenfonds « Kristelijk Ziekenfonds — Sint-Pietersbond » (108), gevestigd te Leuven, alsook de wijzigingen aan de bijdragen voor de diensten